



Fin du "mini-Grenelle" sur le pouvoir d'achat des policiers

PARIS, 2 octobre 2008 (AFP) - Les syndicats et l'administration de la police ont clos jeudi à Paris les négociations dans le cadre du "mini-Grenelle" consacré notamment au pouvoir d'achat des policiers, a-t-on appris de sources syndicales policières.

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, s'est rendue jeudi matin à cette réunion "sans faire d'annonces particulières", selon ces mêmes sources. Une intersyndicale réunissant le Syndicat général de la police (SGP-FO), l'Unsa-police et Alliance, représentant 80% des 120.000 gardiens de la paix et CRS, avait demandé la tenue de ce "mini-Grenelle" afin de calmer, selon eux, la grogne de leur base à propos des salaires notamment. Avant l'été, ils avaient établi un "socle de revendications" portant sur "plusieurs dossiers en panne" qui ont été examinées depuis mardi avec l'administration de l'Intérieur.

L'administration a fait un "certain nombre de propositions" qui vont être "examinées par l'intersyndicale et par notre base", ont indiqué ces sources. Parmi ces propositions figurent l'augmentation d'une allocation, dite de maîtrise, et des mesures "destinées à accompagner et améliorer la fidélisation des policiers dans les quartiers difficiles", notamment en Ile-de-France. En revanche, selon les mêmes sources, les syndicats n'ont pas obtenu comme ils le demandaient l'augmentation d'une indemnité spéciale (ISPP) incluse dans leur salaire de base.

Les syndicats de police réclamaient une "revalorisation" de leur pouvoir d'achat, certains de leurs responsables n'excluant pas une manifestation nationale en cas d'échec de ce "mini-Grenelle".